



**Syndicat National CGT du Ministère de l'Agriculture
et des Établissements Publics**

(Haras nationaux, AFSSA, IFN, INFOMA,
CEMAGREF, Offices agricoles, ...)
3, rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP
Tél : 01 49 55 55 89 - Fax : 01 49 55 55 53

syac.cgt@agriculture.gouv.fr

Paris, le 2 mars 2009

Communiqué **du collectif « enseignement supérieur agricole »** **du SYAC CGT**

Le collectif réuni le 2 mars a procédé à un échange sur la situation actuelle dans l'enseignement supérieur et dans la recherche. Participait à nos discussions un représentant de la CGT-INRA, actuellement en lutte avec les syndicats CFDT et SUD de l'INRA¹ contre le projet de consortium.

Ont été abordés les points suivants :

- la situation de l'enseignement supérieur agricole : les réformes en cours, le consortium, les grands établissements, le devenir des actuels établissements, l'emploi et la précarité....
- la mobilisation dans les universités et la recherche contre la LRU, le statut des Enseignants Chercheurs, la réorganisation des établissements de recherche tel que le CNRS, l'INSERM, l'éclatement de l'INRA...

Le collectif Syac-CGT considère que sous couvert d'autonomie et de réorganisation de l'enseignement supérieur et de la recherche on assisterait, en l'absence de luttes pour contrecarrer avec succès ces projets, à un désengagement de l'état (développement des fonds propres des établissements, augmentation des frais d'inscription des étudiants...) et parallèlement à une soumission accrue de l'enseignement supérieur et de la recherche au marché, avec tout ce que cela peut signifier pour les personnels et la qualité des missions d'enseignement et de recherche.

Le consortium est un des outils du pilotage national de la recherche et de l'enseignement supérieur par le marché :

- le changement qu'il implique dans la démarche de recherche, privilégiant le « mode 2 » (ou exogène) de la recherche (page 12 du rapport CHEVASSUS), compromis de Bologne, vise en fait à renforcer le pilotage de la recherche, et en corollaire de l'enseignement supérieur, par le marché (dépendance de fonds privés, élaboration des choix scientifiques...).
- les prérogatives des Conseils Scientifiques des établissements seraient vidées de leur substance au profit du comité d'orientation stratégique (COS) du consortium. La collégialité de la communauté de travail dont on déplore aujourd'hui les insuffisances, s'en trouverait encore davantage mise en cause.

Notre discussion a mis en évidence le malaise des collègues sur la forme (forcing pour la mise en œuvre de ces réformes, se surajoutant parfois les unes aux autres, ne laissant pas le temps au débat ; contradiction des discours sur les objectifs et les moyens ; diversité de situation des établissements donnant le sentiment de ne pas être prise en considération ou d'être délibérément ignorée...) et sur le fond.

¹ Trois organisations syndicales qui représentent 80 % des personnels aux élections professionnelles.

Ceci étant, la conscience de la dangerosité de ces projets semble se faire jour avec plus d'acuité dans l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire comme elle l'a fait dans les universités depuis le vote de la LRU avec le développement des luttes unitaires et massives « Enseignement supérieur / Recherche » au lendemain de la journée unitaire interprofessionnelle privé / public du 29 janvier 2009.

A l'INRA, les trois organisations syndicales CGT, CFDT et SUD, appellent les personnels à se mettre en grève le 5 mars pour :

- le retrait du projet de Consortium ;
- l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir et l'organisation de la recherche et de l'enseignement supérieur dans le champ agronomique.

Le collectif Syac-CGT de l'enseignement supérieur agricole affirme sa sympathie et sa solidarité à ces diverses mobilisations et considère que les personnels de l'enseignement supérieur agricole ont toutes les raisons d'y prendre leur place.

Il appelle des délégations de personnels des sites parisiens de l'enseignement supérieur agricole à se joindre à leurs collègues de l'INRA qui se rendront au siège social de leur établissement au 147, rue de l'Université – 75007 PARIS le jeudi 5 mars à 9 heures.

Il décide, dans ce contexte de démantèlement des services publics qui n'épargne pas l'enseignement supérieur ni la recherche, de proposer une rencontre aux autres organisations syndicales de l'enseignement supérieur agricole pour construire dans l'unité avec les personnels la riposte collective nécessaire à la hauteur des enjeux :

- Arrêt des « réformes » en cours ;
- Ouverture d'un débat national citoyen pour déterminer s'il faut protéger et préserver notre modèle ou s'il faut le sacrifier au marché ;
- Retrait de la loi LRU ;
- Arrêt du démantèlement des organismes de recherche ;
- Création immédiate de postes de titulaires et IATOSS pour répondre aux besoins sociaux de la société française ;
- Déprécarisation des personnels non titulaires ;
- Revalorisation des salaires et abandon de l'individualisation des rémunérations (salaire, primes) ;
- Reconnaissance des qualifications, déblocage des carrières, refonte des grilles et des statuts ;
- Instauration immédiate d'un large débat au sein de nos établissements d'enseignement supérieur et organismes de recherche pour la construction d'un grand service public d'enseignement supérieur et de recherche
- Accès à tous à l'enseignement supérieur

Il appelle en outre, à faire du 19 mars 2009, une journée interprofessionnelle de grève et de manifestations encore plus puissante que celle du 29 janvier dernier et à se réunir nombreux en Assemblée générale pour préparer et contribuer au succès de cette grande journée unitaire privé / public pour les salaires, l'emploi, le service public.